Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV©

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour en savoir plus sur nos formations disponibles, veuillez visiter :
www.formav.co/explorer

SESSION 2024
Métropole - Antilles - Guyane - Réunion - Mayotte

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR AGRICOLE
E1 EPREUVE SOCIO-ÉCONOMIQUE ET CULTURELLE

Toutes options

Durée : 240 minutes

Matériel(s) et document(s) autorisé(s) : **Aucun**

Le sujet comporte 9 pages

SUJET

Libellé du sujet

THÈME : Consommation et sobriété

Corpus documentaire :

Document 1 : Béatrice MADELINE, Perrine MOUTERDE, Adrien PECOUT, « Urgence climatique, le défi de la sobriété », *Le Monde*, 31/05/2022 ;
Document 2 : Entretien avec Dominique MÉDA et Sophie DUBUISSON-QUELLIER, propos recueillis par Céline MOUZON, « Comment faire advenir la sobriété ? », *Alternatives Economiques*, 26/11/2022 ;
Document 3 : Annie ERNAUX, *Journal du dehors*, Gallimard, 1993 ;
Document 4 : Dessin de KAK pour l'article d'Irène INCHAUSPÉ, « Transition écologique : où est donc passée la sobriété ? », *L'Opinion*, 7/09/2023.

SUJET

PREMIÈRE PARTIE (20 points)

Question 1

Identifiez, dans les **documents 1 et 2**, quatre changements nécessaires pour orienter notre système économique vers plus de sobriété.

Question 2

En vous appuyant sur les **documents 1 et 2**, expliquez la phrase suivante extraite du **document 2** : « Avec notre comptabilité nationale et notre référence incessante au produit intérieur brut (PIB), consommer est un devoir social ».
Vingt-cinq lignes manuscrites environ sont attendues.

Question 3

À partir du **document 1**, en mobilisant les concepts et les mécanismes économiques adaptés, expliquez la phrase « à moyen terme, l'impact macroéconomique de la sobriété va dépendre de la capacité d'adaptation du côté de l'offre ».
Vingt-cinq lignes manuscrites environ sont attendues.

DEUXIÈME PARTIE (20 points)

Dans un texte rédigé et en vous appuyant sur l'analyse de l'ensemble du corpus documentaire :
- Identifiez le problème posé par ces documents, en relation avec le thème du sujet « Consommation et sobriété ».
- Formulez une problématique, en la justifiant précisément.

Trente lignes maximum sont attendues.

TROISIÈME PARTIE (20 points)

Six points seront consacrés à la maîtrise de la langue au service de l'argumentation.

Dans un essai de deux pages manuscrites environ, développez un point de vue personnel et argumenté pour répondre à la problématique que vous avez formulée dans la deuxième partie.
Vous vous appuierez sur des arguments et des contre-arguments issus des documents et de vos connaissances personnelles.

DOCUMENT 1

Le défi de la sobriété pour répondre à l'urgence climatique

Béatrice MADELINE, Perrine MOUTERDE, Adrien PECOUT, *Le Monde*, 31/05/2022

[...] De *Vers la sobriété heureuse* de Pierre Rabhi (1938-2021) à la première encyclique papale[1] sur l'écologie, en 2015, des travaux de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) à ceux des climatologues du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la sobriété semble de plus en plus incontournable, tout en restant éminemment clivante. Synonyme, pour les uns, de levier puissant et enthousiasmant pour inventer un modèle plus respectueux de l'environnement, elle fait figure de repoussoir absolu pour les autres, qui craignent la fin du progrès et de la croissance. Souhaitée ou redoutée, elle interroge, en tout cas, les fondements et l'organisation mêmes de notre société.

Ce questionnement n'est pas neuf. Dès le XIXe siècle, la révolution industrielle et l'essor du capitalisme donnent une dimension politique au concept. « Dans les années 1970, après la publication du rapport du Club de Rome [association internationale de réflexion sur les problématiques de développement durable] est apparue l'idée que notre croissance exponentielle et notre désir de richesse insatiable pourraient conduire à notre perte », rappelle le cercle de réflexion La Fabrique écologique. Diffusée en France par le penseur André Gorz (1923-2007), cette idée se retrouve d'abord dans la notion de « décroissance », à la fois pour l'écologie et contre le capitalisme. Mais, petit à petit, le terme de « sobriété », moins connoté, gagne du terrain. S'il n'en existe pas de définition partagée, celle-ci implique une modération dans la production et la consommation de biens et de services et l'abandon de pratiques ou usages excessifs ou superflus. « Ce terme peut prêter à confusion, remarque Eloi Laurent, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Il suggère que nous avons bien vécu et qu'il faudrait maintenant vivre de façon réduite. Or, il s'agit du contraire : nous devons apprendre à vivre mieux, pas à vivre moins. Apprendre à vivre avec la biosphère, pas contre elle. »

Agir sur tous les fronts

En France, l'association négaWatt[2] est l'un des premiers acteurs à s'emparer de ce concept, au début des années 2000. La politique énergétique porte alors essentiellement sur la quête de gains en matière d'efficacité, c'est-à-dire sur des progrès techniques ou technologiques qui permettent de

[1] Une encyclique papale est une lettre publique rédigée par le Pape, chef de l'Eglise catholique.
[2] L'association négaWatt prône l'efficacité et la sobriété énergétique et le recours aux énergies renouvelables.

parvenir au même service rendu en utilisant moins d'énergie. Mais ceux-ci ne suffisent pas à réduire largement les émissions de gaz à effet de serre, qui réchauffent la planète. « Nous nous sommes rendu compte que ces efforts d'efficacité étaient en partie gommés par le manque de sobriété, explique Stéphane Chatelin, directeur de négaWatt. Il se fabrique des moteurs plus performants, mais, en parallèle, les voitures sont de plus en plus lourdes ; la consommation énergétique par kilo lavé diminue, mais les lave-linge tournent de plus en plus à vide... » Pendant des années, le plaidoyer de l'association ne trouve guère d'écho. A tel point que ses membres envisagent d'abandonner le terme même de « sobriété », jugé trop austère...

Une hypothèse aujourd'hui remisée au placard. Ces dernières années, l'urgence climatique a contribué à remettre le sujet au cœur du débat. Plus le temps passe, plus l'équation pour atteindre la neutralité carbone en 2050 paraît compliquée à résoudre. Et plus la nécessité d'agir sur tous les fronts en simultané, et donc sur celui de la demande et des usages, devient incontournable : de plus en plus de travaux scientifiques affirment qu'il est trop tard pour espérer limiter le dérèglement climatique en ne misant que sur l'efficacité ou l'innovation technologiques, sans rien changer aux pratiques et modes de vie individuels et collectifs. A plus forte raison lorsque l'ensemble des crises est pris en compte : l'extinction de la biodiversité, l'appauvrissement des sols, l'épuisement des ressources minérales...

Dans la foulée des scientifiques, le secteur de l'énergie s'est mis à considérer le levier de la sobriété. En France, il a été central dans les travaux publiés par négaWatt, mais aussi par le gestionnaire du réseau de transport d'électricité RTE ou par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Marcher ou faire du vélo plutôt que prendre la voiture, télétravailler une partie de la semaine, réduire le nombre de trajets en avion... En mai 2021, l'AIE déclare, pour la première fois, que les changements de comportements liés à l'énergie sont « une part importante » de la boîte à outils pour atteindre « zéro émission nette » d'ici à 2050. Un basculement de taille pour cette institution, qui fait référence au niveau mondial, à l'origine organisée pour protéger les intérêts des pays consommateurs de pétrole. En avril, c'est le GIEC qui consacre là encore pour la première fois un chapitre de son sixième rapport d'évaluation aux évolutions des modes de vie et aux usages de l'énergie. Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, en février, les appels à agir sur la consommation (par une baisse des températures de chauffage, une réduction de la vitesse de circulation sur les routes...) se multiplient aussi pour tenter d'amoindrir la dépendance européenne aux hydrocarbures russes. Pour les prospectivistes, chargés d'élaborer des scénarios ou des modèles, intégrer la dimension de sobriété nécessite d'abord d'objectiver les comportements et les dynamiques sociales.

DOCUMENT 1 (suite et fin)

« Il faudra des privations »

Kilomètres parcourus, nombre d'habitants par mètre carré, taille des véhicules, nombre de personnes par ménage, consommation de viande... A partir de quatre secteurs (résidentiel, tertiaire, industriel, transports), RTE estime dans son étude « Futurs énergétiques 2050 », que le pays pourrait éviter de consommer 90 térawattheures[3] (TWh) d'électricité d'ici à 2050, sur une consommation de référence de 645 TWh. Les concertations menées par cet organisme indépendant en amont de la réalisation de ces travaux ont surtout illustré à quel point la notion est loin de faire consensus. Si elle est une évidence pour certains, d'autres rejettent le principe même d'une forme d'austérité. [...] Diviser le gaspillage alimentaire par deux pourrait diminuer d'environ 5 % les émissions de gaz à effet de serre de l'ensemble de la chaîne.

Début mai, une étude publiée dans la revue Nature affirmait que réduire de 20 % notre consommation de bœuf pourrait diviser par deux les émissions du système alimentaire mondial ainsi que la déforestation. Mais, dans d'autres domaines, des changements plus radicaux seront nécessaires, estiment certains observateurs. Renoncer (pour ceux qui y ont accès) au modèle du pavillon individuel, aux trajets en avion pour de courts séjours dans une capitale européenne, au suréquipement électronique... « La sobriété exigera des privations, reconnaît Stéphane Chatelin. Pour décarboner l'aviation, par exemple, il n'y a pas d'autre solution que de moins prendre l'avion. » « La sobriété passe nécessairement par un renoncement à certaines libertés, ajoute Bruno Villalba, professeur de science politique à AgroParisTech. Réduire la fiction selon laquelle il devrait y avoir toujours plus de choix pour tout le monde, au niveau politique mais aussi au plan matériel, ce serait renoncer à deux cent cinquante ans d'imaginaire nous promettant l'accès à un bien-être matériel comme condition sine qua non du bonheur. »

Aujourd'hui, chacun a le droit d'accéder à ce qui est considéré comme la norme du confort, mais celle-ci, en partie dictée par l'omniprésence de la publicité, n'a cessé d'augmenter. Alors qu'une maison, à la fin du XIXe siècle, comportait quelques centaines d'objets, il y en aurait désormais près de 100 000 dans les maisons françaises. Et c'est cette accumulation qui génère un sentiment de bien-être, d'ailleurs « réel, effectif », rappelle M. Villalba. Faut-il craindre aussi une chute du produit intérieur brut (PIB), qui quantifie les richesses produites dans le pays, et donc les revenus des ménages ? Pour les économistes, évaluer les conséquences d'une baisse de certaines consommations est encore difficile. « Limiter la consommation, cela coûte un peu de croissance à court terme, souligne Christian de Perthuis, professeur à l'université Paris-Dauphine-PSL. **Mais, à moyen terme, l'impact macroéconomique de la sobriété va dépendre de la capacité d'adaptation du côté de l'offre.** » [...]

[3] Le térawattheure est égal à un milliard de kilowattheures.

DOCUMENT 2

« Comment faire advenir la sobriété ? »

Entretien avec Dominique Méda, sociologue (Paris Dauphine) et co-présidente du Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR) et Sophie Dubuisson-Quellier, sociologue au Centre de sociologie des organisations (CNRS-Sciences Po. Paris), propos recueillis par Céline MOUZON, *Alternatives Economiques*, 26/11/2022.

Sortir d'une société de l'hyperconsommation, c'est faire changer les désirs d'une population entière. Comment fait-on ?

Sophie Dubuisson-Quellier : [...] Comme société, nous avons considéré que le seul moyen d'atteindre des niveaux de richesse suffisants pour les individus et les Etats était d'avoir des niveaux de production très élevés, rendus possibles par un accès facile aux énergies fossiles et la non-prise en compte des dommages causés à la nature. La croissance continue de la production et donc de la consommation est une nécessité pour notre économie. Les indicateurs macroéconomiques au niveau de l'Etat et les indicateurs de pilotage dans les entreprises verrouillent ce système. Jusqu'aux indicateurs individuels : « j'accède à la propriété », « je pars en vacances » sont des signes de réussite sociale. Notre surconsommation n'est que le corollaire du système productif que nous avons mis en place. [...]

Dominique Méda : [...] Peut-on imaginer une autre économie capable de tenir compte de ces impacts et de garantir des niveaux de prospérité et de bien-être collectifs et individuels ?

Faut-il pour cela changer nos institutions ?

S. D.-Q. : L'enjeu est collectif. Nous avons besoin d'espaces de délibération collectifs qui fonctionnent. Malgré des exemples comme le Conseil économique, social et environnemental ou la Convention citoyenne pour le climat, ces questions ne sont pas débattues dans nos institutions parlementaires. Cela ne signifie pas qu'elles ne sont pas capables de les traiter. Essayons déjà de les faire fonctionner là-dessus. Quels sont nos objectifs communs ? A quoi accorde-t-on de la valeur ? Comment l'intégrons-nous dans nos arbitrages politiques et quotidiens ?

D. M. : Il est impossible de déployer des politiques de sobriété dans le cadre de l'organisation sociale actuelle. Nos cadres cognitifs et intellectuels, nos dispositifs comptables, nos institutions politiques et économiques nous poussent à produire et consommer toujours plus. **Avec notre comptabilité nationale et notre référence incessante au produit intérieur brut (PIB), consommer est un devoir social**. La consommation est l'un des principaux moteurs de la croissance. Plus encore, le capitalisme, avec sa logique d'accumulation et de recherche du profit maximal, est en complète

contradiction avec l'autolimitation que la sobriété exige. La compétition et la concurrence de plus en plus vivaces renforcent la logique de rivalité et d'ostentation que l'économiste états-unien Thorstein Veblen avait mise en évidence et font obstacle à la coopération qui est indispensable. La question est de savoir, d'une part, s'il sera suffisant de changer d'indicateurs et de réguler fortement le capitalisme et, d'autre part, si cela est possible dans un seul pays. Dans l'organisation actuelle où prévalent une mondialisation non régulée et une libre circulation des capitaux, le risque est de voir les entreprises quitter les pays qui engageraient un tel changement et ceux-ci être mis en difficulté.

[...]

Comment faire pour qu'une politique en faveur de la sobriété n'accroisse pas les inégalités ?

[...]

S. D.-Q. : Les inégalités sociales sont un obstacle aux politiques de sobriété. Nombre de ces fameux changements de mode de vie ne sont pas accessibles à tous : installer une pompe à chaleur, acquérir un véhicule électrique ou avoir une alimentation saine et écologique ont un coût. Si les objets doivent durer plus longtemps, leur prix augmentera. La séquence des gilets jaunes l'a montré : le débat ne porte pas tant sur les inégales contributions aux émissions que sur les inégales contributions aux efforts. Les plus riches mais aussi une bonne partie de la classe moyenne peuvent plus facilement diminuer leur consommation d'énergie que les 20 millions de précaires énergétiques qui n'atteignent pas les 19 °C. La notion de sobriété, dans la littérature scientifique, renvoie à la question de la juste répartition des ressources et des efforts, bien plus qu'aux petits gestes civiques pour gérer une situation de pénurie. D'où l'importance d'avoir des espaces démocratiques où répondre à la question de la répartition des efforts.

Que faire de la publicité ?

S. D.-Q. : Ce monde professionnel est, au moins depuis le Grenelle de l'environnement, questionné pour sa responsabilité dans l'accélération de la consommation. Cependant, il faut aussi considérer la publicité dans un système plus global et complexe. On produit en excès. La publicité est le bras armé pour écouler cette production massive. Agir uniquement sur la publicité risque de ne pas avoir d'effets importants si l'on continue de produire massivement. Cela n'empêche toutefois pas ces acteurs de réfléchir à leur rôle.

DOCUMENT 2 (suite et fin)

D. M. : La publicité joue un rôle central dans l'excitation des désirs. Un rapport récent de l'Institut Veblen chiffre son coût à 34 milliards d'euros par an, coût qui se répercute sur les consommateurs. Il faut être beaucoup plus interventionniste. Les mesures proposées par la Convention citoyenne pour le climat, qui prévoyaient l'interdiction de la publicité sur certains produits très polluants, comme les SUV, sont nécessaires. Il faut aussi en diminuer la diffusion, en commençant par le nombre et la taille des écrans lumineux.

Les mouvements sociaux sont-ils le point de départ pour faire bouger les lignes ?

D. M. : De nouvelles formes d'action émergent : s'attaquer à des tableaux dans les musées, et, pour les scientifiques, entrer en rébellion, c'est-à-dire accepter d'être considérés comme des militants et dénoncer l'inaction climatique de l'Etat, une posture qu'ils se refusaient encore à adopter il y a peu. Par ailleurs, les organisations non gouvernementales et les associations font un travail d'explicitation des enjeux remarquable. Leur rôle est essentiel.

S. D.-Q. : Le mouvement écologiste avait adopté dès les années 1980 une posture d'expertise, proche des espaces de décision. Une partie du mouvement, au nom de l'urgence, ne s'en satisfait plus aujourd'hui et considère que cette institutionnalisation bride la cause. Ces nouveaux modes d'action sont-ils productifs ou contre-productifs ? Impossible aujourd'hui de répondre à cette question, mais ils contribuent à mettre ces questions à l'agenda public.

DOCUMENT 3

Annie ERNAUX, *Journal du dehors*, Gallimard, p.31,1993.

Des familles, des jeunes se promenaient dans les allées du centre commercial, lentement, en rangs serrés dans la tiédeur et les lumières. Presque personne ne travaille entre Noël et le jour de l'An, on vient ici l'après-midi. Les soldes d'hiver ont commencé. Bien que je ne sois venue que pour acheter du café, au bout de quelques minutes, désir de manteaux, chemisiers, sacs, c'est-à-dire que je me voyais successivement dans des quantités de manteaux et de chemisiers. Par exemple, des manteaux noirs, en dépit du fait que je possède déjà un trois-quarts noir (mais ce n'est pas pareil, ce n'est jamais pareil, d'infinies différences entre les modèles convoités et celui qu'on a, le col, la longueur, le tissu, etc.). État étrange où j'ai envie de toutes les fringues, indistinctement, où la chose la plus importante et urgente est d'acheter un manteau ou un sac.
Au dehors mon désir tombe.

DOCUMENT 4

Dessin de KAK, *L'Opinion*, 7/09/2023



Copyright © 2026 FormaV. Tous droits réservés.

Ce document a été élaboré par FormaV© avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV©, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV© se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.

Copyright © 2026 FormaV. Tous droits réservés.

Ce document a été élaboré par FormaV© avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV©, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV© se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.